

1968 dans le monde.
(les crises de la fin des années 1960)

N.B. Ces quelques notes viennent en complément des cours sur la France et les États-Unis, auxquels je ne ferai que des allusions.

Ce qu'on appelle "les événements de 1968" n'a pas touché que la France, même si c'est du Mai français qu'on se souvient en priorité – en France surtout, mais pas seulement, parce que les événements du quartier latin ont été particulièrement spectaculaires, parce que la France était alors un pays qui comptait (en grande partie, paradoxalement, du fait de l'activisme diplomatique de de Gaulle, cible privilégiée des émeutiers), parce que les intellectuels français étaient très lus, ou tout au moins très respectés – Sartre au premier chef. De plus, même si la révolution de 1917 était venue relativiser cette position, la France n'en demeurerait pas moins l'une des patries de la Révolution... Tous ces facteurs, évidemment, ont joué inégalement selon les pays: beaucoup en Belgique et dans les pays méditerranéens (tout particulièrement en Italie, et aussi en Espagne car la plus grande partie de l'opposition au franquisme était installée en France), nettement moins aux États-Unis et au Japon, pratiquement pas dans les "pays de l'est", où l'on se contreficha de ce qui se passait à Paris.

La chronologie des événements a beaucoup varié d'un pays à l'autre; presque nulle part (sauf au Mexique) ils n'ont été aussi concentrés dans le temps qu'en France (encore que ceci aussi serait à relativiser, et il faudrait sans doute adopter une chronologie un peu plus longue que le seul mois de mai 1968: dès la mi-1967, la Sorbonne s'agitait et les grèves se faisaient plus nombreuses et plus dures). Aux États-Unis par exemple, le début de l'agitation estudiantine peut être daté de 1964, avec l'apparition à Berkeley (Californie) du *Free speech movement* qui réclamait l'instauration d'un "pouvoir étudiant": la France n'y fut donc pas un modèle – non plus qu'en Allemagne; il ne faut pas confondre 1968 avec le Printemps des peuples de 1848! L'apogée de l'agitation, si tant est qu'on puisse partout en déterminer une, se situe parfois avant mai 1968 (en Allemagne), parfois après (en Italie). Le degré de violence fut également très divers, le record ayant été atteint au Mexique (*a contrario*, il faut noter le très bas niveau de violence de l'intervention en Tchécoslovaquie des forces du pacte de Varsovie). Autre différence très importante: alors que dans la plupart des pays l'agitation régnait dans les universités, rares furent les pays où, comme en France, la crise universitaire se doubla d'une crise sociale, d'une grève générale réussie, et de revendications politiques explicites ("dix ans, ça suffit!") – c'est cette crise sociale et politique surimposée à la crise estudiantine qui est la caractéristique du Mai français, plus que l'agitation de la Sorbonne elle-même. En revanche, d'autres facteurs locaux jouèrent aux États-Unis (la guerre du Vietnam, les suites du mouvement des droits civiques) et en Tchécoslovaquie.

Bref, ce qui fédéra cet ensemble très divers de troubles, ce fut son caractère générationnel – une innovation radicale dans l'Histoire de l'humanité: jamais une génération ne s'était révoltée comme telle dans une bonne quinzaine de pays à la fois, selon des mots d'ordre assez semblables au moins dans la forme. Les raisons de cette "révolte mondiale de la jeunesse", pour reprendre le titre d'une série d'articles commémoratifs parus dans *Le Monde* en mai 1998, étaient assez semblables à celles qui donnèrent naissance à la crise française: l'émergence d'une classe moyenne plus instruite et l'explosion concomitante de l'enseignement supérieur, avec tous les problèmes afférents; les mutations accélérées des mœurs, mal acceptées par les autorités comme par les anciennes générations (en particulier, un début de remise en cause des structures traditionnelles de la famille); l'accélération du progrès technique et de l'innovation culturelle, les bouleversements accrus des sociétés, qui valorisaient à la fois la jeunesse et les ruptures de toutes sortes; enfin, en Europe

surtout, la génération des enfants de la guerre et de l'après-guerre demandait des comptes à celle de leurs parents.

On peut raisonnablement soutenir qu'un peu partout le goût de l'époque pour le radicalisme révolutionnaire et les querelles "théologiques", la floraison de groupuscules tous plus radicaux les uns que les autres, les réactions épidermiques aux injustices et aux violences de l'endroit et de l'époque, masquaient essentiellement un immense désir d'autonomie et de participation à la vie collective de la part d'une classe d'âge devenue récemment une catégorie sociologique, par la grâce du *baby-boom*, de l'allongement de la scolarité et du recul de l'entrée dans la vie active, et qui voulait être reconnue comme telle: le sociologue Edgar Morin parla de « quelque chose comme un 1789 adolescent ». « Explosion de vie, (...) indigence programmatique (...) [et] piètre capacité à soutenir une stratégie à long terme: tel était le diagnostic que formulait, en 1988, le sociologue Henri Weber (trotskyste en 1968, alors socialiste). Explosion de contestation et de radicalité, pour elles-mêmes et non pas par suite d'un accord profond avec les projets des groupuscules, des extrémismes pour la plupart fort anciens et qui se retrouvèrent brutalement, divine surprise, sous les feux de l'actualité... Bref, une génération dont les héros étaient James Dean aussi bien que Che Guevara. Cela dit, là aussi il ne faut pas trop généraliser: la révolte au Japon, au Mexique était nettement moins hédoniste que dans les pays de l'Occident développé.

Cela dit, **il ne faut pas exagérer le caractère exceptionnel de cette poussée de fièvre** de la jeunesse des années 1960. Déjà Georges Bernanos, qui avait fait le coup de poing dans les rues du quartier latin aux alentours de ses vingt ans, vers 1908, dans les rangs des Camelots du Roy, assurait que « la fièvre de la jeunesse est ce qui maintient la température de la société à l'état normal ». Pensez aussi à *Notre jeunesse*, de Péguy: le dreyfusisme fut, entre autres, une affaire de jeunes en révolte contre les conformistes et les hommes "installés"... Et souvenez-vous, sur un registre plus tragique, des Gardes Rouges de la Grande Révolution Culturelle chinoise, sur laquelle je ne m'étendrai pas ici, du rôle de la *Giovinezza* italienne dans le succès de Mussolini en 1919-1922, de celui de la jeunesse allemande dans l'essor du nazisme à l'aube des années 1930. Pensez enfin au rôle de la jeunesse dans la montée de l'intégrisme en Iran dans les années 1970, en Algérie au début des années 1990, à l'Intifada palestinienne (1988), au rôle des universités dans la contestation des dictatures de droite d'Asie orientale, en Corée du sud (marquée par le massacre des étudiants de Kwangju en mai 1980) ou tout récemment en Indonésie (1998)... Des poussées de fièvre dont les objectifs idéologiques affichés sont certes fort divers, mais qui touchèrent la même génération, et pour des raisons en partie semblables.

En **Italie**, la situation politique était bloquée depuis des années, avec au pouvoir l'immuable Démocratie Chrétienne, appuyée sur ses bastions du *Mezzogiorno* (et sur quelques connexions maffieuses), tandis que la puissance du Parti communiste italien (qui réunissait autour de 30% des voix) empêchait toute alternance, bien que le P.C.I. fût déjà à l'époque le moins stalinien de tous les partis communistes occidentaux. Cette situation dura jusqu'à la chute du mur de Berlin... Depuis 1967 (en février à l'université sociologique de Trente, mais les choses sérieuses avaient commencé à l'automne), les universités étaient en proie à une agitation rampante, mais il n'y eut pas d'explosion au printemps 1968. En revanche, on assista à une lente montée de la tension durant les années universitaires 1967-1968 et 1968-1969, laquelle se doubla progressivement d'un durcissement de la situation sociale. Le tout déboucha sur ce qu'on a appelé "l'automne chaud" de 1969, au cours duquel le pays fut paralysé par des grèves à répétition.

Les choses ne seraient sans doute pas allées très loin (en tout cas, on était loin de l'ampleur de la crise sociale française) si le **terrorisme** n'avait pris le relais. Le premier attentat eut lieu le 12 décembre 1969, piazza Fontana à Milan; il fit 16 victimes. On est sûr aujourd'hui qu'il était dû à l'extrême-droite: dans la pagaie, certains, notamment dans les

services secrets (et peut-être avec les encouragements de la C.I.A., qui voyait la main de Moscou dans les troubles), avaient vu l'occasion de susciter la peur au sein de la population, dans le but de provoquer un coup d'État militaire (dans la Grèce voisine, les militaires avaient pris le pouvoir entre 1964 et 1967). Mais une partie de l'extrême-gauche se radicalisa et les "Brigades Rouges", nées en octobre 1970, proches parentes de la F.A.R. allemande et elles aussi passablement manipulées par les services secrets de l'Est (mais pas suscitées par ceux-ci!), se lancèrent de leur côté dans ce qu'on a appelé depuis la stratégie de la tension: leur calcul était de provoquer l'avènement d'un régime d'extrême-droite pour hâter la Révolution... Bref, les ennemis mortels se retrouvaient sur la stratégie à suivre, la démocratie était leur victime commune.

Ce furent les années de plomb, entre 1969 et 1986: 14.600 attentats (trois par jour!) et 415 morts dus au terrorisme, des lois répressives, une ambiance très lourde (un certain nombre de militants d'extrême-gauche durent s'exiler en France, et 193 d'entre eux s'y trouvent toujours, car la justice italienne n'a jamais tourné la page – il y a du reste toujours environ 200 condamnés politique de cette époque dans les prisons italiennes)... Elles furent marquées en particulier par le terrible attentat de la gare de Bologne en août 1980 (il fit 80 morts), et par l'enlèvement, le 16 mars 1978, du secrétaire de la Démocratie Chrétienne, Aldo Moro, l'artisan du rapprochement avec les communistes au début de la décennie (le "compromis historique", un accord qui visait à rendre l'Italie gouvernable en sortant les communistes de leur ghetto, et qui fit long feu après la mort de Moro); il fut assassiné par ses geôliers le 9 mai.

Bref, une affaire plus tardive, mais infiniment plus sérieuse que le Mai français, au sens où la démocratie a réellement été menacée – non par les étudiants certes, mais pas la dégénérescence d'une partie du mouvement contestataire. Pourquoi cette dégénérescence, qui n'a pas eu lieu en France (Action Directe est plus tardive et a fait moins de dégâts)? Peut-être parce qu'aucun grand psychodrame n'avait libéré les énergies et les frustrations; parce que l'État était faible; parce que l'Italie, alliée de Hitler durant la guerre, n'avait guère de mythes glorieux auxquels se rattacher comme la France se rattachait à de Gaulle et à la Résistance...

La crise de la fin des années 1960 prit une allure assez comparable en Allemagne (occidentale évidemment) – à cette différence-clef près qu'en R.F.A. le mouvement étudiant n'eut jamais le moindre écho dans la classe ouvrière: d'une part, l'Allemagne de cette époque commençait à jouir d'une prospérité acquise à la force du poignet, et d'un début de respectabilité; d'autre part, il n'y avait pas plus anticommunistes que les ouvriers ouest-allemands, et les subtilités des marxismes contestataires les laissaient de glace. Par ailleurs l'État était plus fort, et les "barbouzes" mieux contrôlés par le pouvoir politique.

Comme en Italie, les universités commencèrent à s'embraser au printemps 1967 – une visite d'État du shah d'Iran, en juin, donna lieu à de graves incidents, qui firent un mort à Berlin-Ouest (un étudiant). La situation ne cessa de se dégrader jusqu'en avril 1968, lorsque le leader des étudiants, Rudi Dutschke, figure célèbre de la contestation, fut grièvement blessé dans un attentat – ce qui contribua à la tension croissante en France, car les deux mouvances d'extrême-gauche avaient des contacts étroits. La situation politique était presque aussi bloquée qu'en Italie: on était au temps de la "grande coalition" S.P.D.-C.D.U., un

Et déposé le Roi en décembre 1967; la république fut proclamée en 1973, et la démocratie rétablie l'année suivante à la suite du désastre de Chypre.

Leur fondateur s'appelait Renato Curcio; leur premier attentat mortel dante de juin 1974, il s'agit de l'assassinat de deux militants d'extrême-droite.

Chiffre de mai 1998.

constat d'échec de la part de la classe politique - rappelez-vous que l'extrême-droite aussi était en pleine forme: ses succès électoraux datent de 1969... Le gouvernement Kiesinger, désarmé, ne sut que voter une série de lois répressives d'exception, lesquelles ne firent qu'exaspérer la contestation.

Les contestataires protestaient contre le gouvernement en place (et toutes les institutions: en Allemagne plus qu'ailleurs, les enfants de la "génération de la culpabilité" demandaient des comptes à leurs parents, et d'autres au gouvernement pour la dénazification inachevée), contre la société de consommation, contre le conformisme de la culture et des médias (conformisme plus ancré qu'ailleurs dans la culture allemande, et d'autant plus farouchement dénoncé; ce fut entre autres la grande époque des manifestations contre le patron de la presse de droite bien-pensante, Axel Springer, dont l'une fit deux morts à Munich), contre les menaces (réelles ou supposées) d'un retour à l'autoritarisme, mais aussi, plus qu'en France peut-être, contre l'Amérique, qui, outre le Vietnam, occupait l'Allemagne... L'extrême-gauche estudiantine ne croyait pas à la démocratie, qu'elle comparait à celle de la République de Weimar finissante; elle se constitua en une "opposition extraparlamentaire" (A.P.O.) qui fit long feu après 1970. Dans les années 1970, une partie de cette mouvance contestataire s'"installa", se dota de structures de revendication stables, mais aussi d'institutions et de lieux de vie alternatifs (des crèches, des théâtres, etc...: ce qu'on appelle en Allemagne "la scène"), et même d'un parti dans les années 1980, les Verts; l'ampleur de ce phénomène est spécifique de l'Allemagne (seule la Californie peut soutenir la comparaison). Une autre, comme en Italie, dériva vers le terrorisme; sur ce point, voyez le cours sur la R.F.A.

Au Benelux, les choses eurent moins d'ampleur, malgré la flamboyance du mouvement néerlandais des "provos", apparu en 1967 et dont les actions ludiques et anarchisantes faisaient la joie des médias (par exemple, ils distribuaient à la population des vélos volés) - ils ne se prirent jamais très au sérieux. En Belgique, le printemps 1968 fut assez agité dans les universités, surtout francophones (l'Université libre de Bruxelles fut occupée durant un mois et demi); ce mouvement était largement à la remorque du Mai français. Mais il n'y eut guère de violence d'autant plus que la police se garda bien de pénétrer sur les campus. En réalité, la Belgique était en proie à de tout autres problèmes: on était à l'apogée d'une des nombreuses crises intercommunautaires. En 1966, la vénérable université de Louvain, de tout temps bastion francophone en terre flamande, s'était scindée en deux entités, et les Flamands expulsèrent progressivement les francophones (le processus dura jusqu'en 1970) vers les tristes champs de betteraves du Limbourg méridional où s'élèvent aujourd'hui les sinistres baraquements de Louvain-la-Neuve... Ce faisant, du reste, ils avaient le sentiment de mener une lutte en partie sociale, contre la bourgeoisie francophone qui avait dominé le pays depuis son indépendance.

Dans ces conditions, il n'y eut pas de catalyseur aux impatiences des générations montantes, et le bouillonnement générationnel de la fin des années 1960 eut peu d'effets en Belgique: l'avortement n'y fut libéralisé qu'en 1988! Quant au système politique, il continua à fonctionner cahin-caha, jusqu'à la fin des années 1980 où le pays commença à s'effondrer dans une crise larvée, mais dramatique dont les récentes affaires de mœurs ne sont qu'un symptôme.

En Espagne et au Portugal, il y eut évidemment peu d'événements spectaculaires - les dictatures de droite, même relativement adoucies, étaient encore en place, et tenaient leur pays. Les classes moyennes y

Il y avait aussi des troupes américaines en Italie, mais moins nombreuses et surtout "exilées" en Siciles pour la plupart. En France, elles étaient parties en 1967.

étaient encore peu nombreuses, les étudiants aussi par voie de conséquence; en revanche, grâce au tourisme, à l'émigration et (en Espagne surtout) à un début d'industrialisation encouragée par le régime, les populations étaient en train de découvrir les charmes de la société de consommation, et n'étaient pas d'humeur à gâcher la fête en revendiquant (et, en Espagne, à faire fuir les touristes)... Enfin, comme la démocratie ne régnait pas, il n'y avait pas de déçus de la démocratie!

Il y eut quelques manifestations, quelques meetings, quelques drapeaux rouges ou noirs nuitamment hissés aux façades des facultés (à Barcelone et à Bilbao, le combat nationaliste se mêlait à la contestation "de gauche")... En fait, il y eut surtout beaucoup d'intérêt pour le Mai parisien; en Espagne surtout, une lecture attentive des journaux français et une écoute compulsive de R.M.C. et d'Europe 1, des voyages, des ouvrages subversifs ramenés plus ou moins en fraude dans le coffre des voitures (Rousseau était encore interdit en 1962; mais le ministre de l'éducation Manuel Fraga Iribarne avait beaucoup adouci la censure en 1965-1966, et désormais même Marcuse était autorisé). Il y eut surtout, silencieuse mais radicale, une révolution des mœurs qui n'eut rien à envier à celle que la France connut à la même époque, comme on s'en aperçut dix ans plus tard à la grande surprise de la plupart des observateurs, même espagnols, qui en étaient restés aux clichés des années 1930.

Aux États-Unis, plus que d'une "crise de l'année 1968", il faudrait parler de l'apogée de la longue crise des années 1960 – qu'on peut même faire commencer au milieu des années 1950 avec le mouvement des droits civiques (je vous renvoie aux cours sur les États-Unis pour le détail de la chronologie). En revanche, il faut souligner l'importance d'un "modèle américain de la contestation" pour les divers mouvements contestataires à travers le monde, qu'ils le reconnussent ou non, qu'ils contestassent l'impérialisme américain ou non. Peut-être faudrait-il commencer cet exposé par les États-Unis... Déjà l'Amérique était le centre; elle rayonnait, sans même le chercher vraiment – assez indifférente à ses imitateurs, mis à part une poignée d'intellectuels français prestigieux qu'on s'arracha sur les campus (surtout dans les années 1970 et 1980, d'ailleurs): Foucault, Genette... Partout dans le monde, la jeunesse s'inspirait des communautés hippies et des étudiants de Berkeley; on écoutait Joan Baez et Bob Dylan, on lisait Malcolm X, Jack Kérouac et Marcuse, comme dix ans plus tôt on avait écouté Sinatra et Elvis Presley et l'on avait lu Faulkner et Hemingway... Cette génération, y compris les plus à gauche, avait passé son enfance vissée à des écrans de cinéma où l'on passait des films américains; désormais elle rêvait de maisons bleues accrochées à la colline, à San Francisco..

La révolution des mœurs était déjà bien entamée, et la contre-culture faisait déjà partie du paysage; pourtant l'actualité politique fut particulièrement chargée aux États-Unis en cette année 1968. Il y eut d'abord la lancinante guerre du Vietnam (l'offensive du Têt date de janvier

L'E.T.A. naquit en 1969 et son premier attentat date de 1970, mais je ne sais s'il faut la rattacher directement à la contestation estudiantine de l'époque. Son discours politique est de type "progressiste" (il était difficile d'en "vendre" un autre à l'époque), mais elle se rattache à des traditions nationalistes très anciennes, proprement basques, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ne sont pas de gauche. Elle a toujours eu des liens étroits avec l'"internationale terroriste" des années 1970 et du début des années 1980 (les Brigades rouges, les F.A.R. allemande et japonaise, les mouvements palestiniens et libanais, le Vénézuélien Carlos), mais guère avec l'extrême-gauche castillane.

Il y a eu aussi un terrorisme catalan (*Terra Lliure*), mais infiniment moins radical et moins sinistre que son homologue basque: la gauche catalane est de gauche, elle.

Beurk.

1968); puis l'assassinat de Martin Luther King (le 4 avril) et celui de Bob Kennedy (en juin); et aussi une suite à peu près ininterrompue d'émeutes urbaines qui culminèrent dans l'été, lorsqu'il fallut faire intervenir l'armée à Washington, et aussi lors de la convention du parti démocrate à Chicago, en août. Et puis, bien sûr, l'agitation sur les campus: en juin, étudiants et policiers se battirent sur le campus de Berkeley (le gouverneur de la Californie était alors un certain Ronald Reagan). En Amérique comme en Allemagne, ces mouvements n'eurent strictement aucune répercussion dans le monde ouvrier.

En Grande-Bretagne, il y eut aussi un peu d'agitation; à Londres, des universités furent occupées par leurs étudiants. Oxford et Cambridge ne bougèrent pas; la City ne fit point grève.

Le Japon était (re)devenu un pays développé; il l'avait montré au monde à l'occasion des Jeux Olympiques de Tôkyô, en 1964. Effectivement, la crise de la fin des années 1960 au Japon rappela beaucoup celles de l'Italie ou de l'Allemagne. Comme l'Italie, le Japon était aux mains d'un parti conservateur (le Parti Libéral-Démocrate), avec une opposition (essentiellement le Parti Socialiste Japonais) impuissante car trop radicale pour un pays situé sur la ligne de front de la guerre froide. Autre motif de l'aigreur des étudiants, le Japon était "occupé" par l'armée américaine... (et le Vietnam était proche, c'était un pays asiatique que le Japon avait "libéré" des Français en 1945...). Comme en Europe les universités étaient surpeuplées, et les étudiants avaient quelques comptes à demander à leurs parents, dans une société où le conformisme le plus étouffant continuait à régner. Enfin la Révolution culturelle chinoise, toute proche elle aussi, joua un rôle certain; à l'étranger, on n'en savait que la légende.

Le mouvement étudiant, apparu en 1965 à l'université Waseda de Tôkyô, mais surtout actif à partir de 1967, fut moins totalement coupé qu'aux États-Unis de la classe ouvrière au nom de laquelle il s'exprimait (il y eut des "comités de la jeunesse contre la guerre du Vietnam" qui recrutaient en partie dans les usines, dans ce qui restait de la virulente extrême-gauche des années 1950; mais le syndicalisme traditionnel, devenu réformiste, ne sa laissa pas circonvenir). Il fut surtout particulièrement spectaculaire, avec des affrontements très violents contre la police anti-émeutes, des occupations de campus qui durèrent des mois (à l'université médicale de Tôkyô, l'affaire dura de décembre 1967 à janvier 1969! La police mit deux jours à la reconquérir salle par salle, à grand renfort de gaz lacrymogènes), des quartiers entiers mis à sac (ainsi en octobre 1967, à l'occasion du départ d'un ministre en visite officielle au sud-Vietnam)... Les étudiants radicaux ravivèrent en 1969 un ancien syndicat étudiant communiste apparu en 1948 et très actif dans les années 1950, la Zengakuren; à vrai dire, il y en avait plusieurs, concurrentes, qui s'affrontaient féroceement à l'occasion.

L'agitation ne fut pas seulement gauchiste: il faut rappeler ici le groupe d'extrême-droite qui s'était formé autour de l'écrivain nationaliste Yukio Mishima, dont le suicide spectaculaire, mis en scène comme une tentative de coup d'État, date de novembre 1970. Cette même année vit le déclin du mouvement étudiant; les contestataires, de plus en plus isolés, se réfugièrent dans l'action violente. Ce fut l'interminable lutte aux côtés des paysans chassés de leurs terres par la constructino de l'aéroport de Narita (à Tôkyô), commencée dès janvier 1968 et qui dura plus de vingt ans; ce fut surtout la formation d'une Armée Rouge japonaise, proche de la F.A.R. et des Brigades Rouges, et qui se "distingua" notamment par le massacre de pèlerins à l'aéroport de Tel-Aviv en 1972. En revanche la

Les Américains n'avaient pas encore rendu les Ryû-Kyû (l'archipel dont Okinawa fait partie); ils ne s'y résolurent qu'en 1972. En 1960, le renouvellement du traité de coopération militaire nippo-américain avait provoqué les plus importantes manifestations de l'après-guerre japonaise.

révolution des mœurs, qui n'était pas la première préoccupation des contestataires, fit long feu. On n'était pas en Occident.

Dans le Tiers-Monde, il y eut peu d'agitation: les problèmes étaient autres; les universités, peu fréquentées, et généralement par les enfants de la classe dirigeante; et la liberté, chichement mesurée. En Corée il n'y eut rien avant la fin des années 1970: c'était la chape de plomb. En Thaïlande, en 1973, la révolte des campus aboutit à la démission d'un maréchal-premier ministre – mais en 1976, les militaires reprirent le pouvoir et ce fut le retour de bâton: il y eut des centaines de morts. Avant et après cette date tragique, les universités thaïlandaises nourrirent en partie les guérillas communistes qui fleurirent à cette époque dans le nord du pays, avec l'appui logistique de la Chine.

Un phénomène du même genre eut lieu en Colombie, où l'agitation dura de 1970 à 1975 environ (il y eut 12 morts à l'Université du Valle de Cali en 1971); mais depuis, les groupes d'extrême-gauche sont restés tout-puissants dans bon nombre d'universités publiques, où elles recrutent pour les différents mouvements de guérilla, et où l'on ne fait pas grand-chose d'autre que militer – ceux qui veulent faire des études sérieuses vont dans le privé, du moins quand ils peuvent. De manière générale, en Amérique latine les mouvement étudiants apparurent un peu plus tard que dans le monde développé, mais un peu plus tôt qu'en Asie: ils étaient évidemment très anti-américains, très pro-castristes (sauf haines inexpiables découlant des querelles de chapelles); particulièrement irresponsables aussi. Citons les mouvements de "guérilla urbaine" des *Montoneros* Argentine et des *Tupamaros* en Uruguay, qui n'avaient aucune chance de réussir, et dont la violence servit de prétexte aux militaires pour prendre le pouvoir dans les années 1970. Ceux-là ont disparu et personne regrette leur romantisme exalté et leur radicalisme fanatique, ce qui n'excuse pas leurs bourreaux.

Une exception particulièrement tragique: le Mexique. C'était un pays plus développé, plus moderne que le reste du continent; la révolution de 1910 avait laissé en héritage un parti unique (le P.R.D., au pouvoir depuis 1929), des gouvernements qui maniaient une phraséologie progressiste et une puissante tradition d'extrême-gauche: c'était au Mexique que Trotski s'était réfugié, et il avait fortement influencé, entre autres, le cercle des peintres Diego Rivera et Frida Kahlo. Le mouvement couvait depuis quelques mois (la Californie était toute proche), mais il éclata brutalement en juillet 1968, à la suite d'une intervention musclée de la police pour séparer deux groupes d'étudiants qui se battaient à la suite d'un match de football. L'affaire dégénéra très vite; la contestation était nettement plus politique qu'en Europe, moins libertaire. Le P.R.I., outré qu'on lui contestât sa légitimité révolutionnaire par la gauche et habitué à gouverner sans partage, refusa toute négociation, persuadé qu'il faisait face à un complot (américain, évidemment) pour saboter les jeux olympiques qui devaient s'ouvrir le 12 octobre. Finalement, le 2 octobre, sur la Place des Trois Cultures à Mexico, l'armée tira dans la foule, pour tuer: il y eut peut-être près de 2.000 morts (35 officiellement). Le P.R.I. est toujours au pouvoir.

De nombreux républicains espagnols avaient aussi gagné le Mexique.

Comme en Thaïlande et en Colombie, certains étudiants tentèrent de lancer des guérillas, notamment dans la région d'Acapulco (le Guerrero); à ce sujet, lisez le roman-témoignage *Guerra en el paraiso* de Carlos Montemayor (non traduit). Elles firent long feu, mais il semble bien qu'une partie de leur encadrement, vingt ans après, ait repris du service au sein de l'E.Z.L.N. du sous-commandant Marcos, qui s'agite depuis 1994 à la frontière guatémaltèque (en brandissant une idéologie beaucoup plus modérée, plus indigéniste que marxiste, et en affichant un respect de principe de la démocratie).

Enfin, dans les pays de l'est, ce fut en Pologne et en Tchécoslovaquie, sans doute les deux pays les plus "occidentaux" du bloc (avec la Hongrie, assommée par la répression de 1956, et la R.D.A.) qu'éclatèrent des troubles, aux motivations complexes – le désir d'indépendance (je n'ose employer le mot de "nationalisme" à propos de cette construction totalement artificielle qu'était la Tchécoslovaquie), l'anticommunisme... En tout cas, même si superficiellement les réclamations des étudiants polonais ou celles des Tchèques et des Slovaques ont pu paraître du même ordre que celles des étudiants français ou italiens, sur le fond les enjeux étaient très différents – les risques encourus aussi: on ne pouvait pas savoir, en juillet 1968, que la répression serait somme toute modérée, que l'U.R.S.S. avait tourné la page de la brutalité totalitaire.

En Pologne, l'agitation étudiante ne dura que quelques jours, en janvier 1968: l'interdiction d'une pièce de théâtre du XIXe siècle (c'est-à-dire nationaliste) sur ordre du Parti communiste provoqua des heurts violents. L'équipe en place autour de Gomulka (depuis le compromis d'octobre 1956), qui sentait le pouvoir lui glisser des mains au profit d'un autre clan plus proche des brejnéviens de Moscou, en profita pour se lancer dans une campagne antisémite, sans doute destinée au départ à détourner le nationalisme polonais vers des cibles autres que les Russes. Les administrations et le Parti furent épurés, quinze mille survivants de l'holocauste durent quitter le pays; en revanche, Adam Michnik, l'un des leaders étudiants, parvint à rester – il fut plus tard l'une des figures de proue de Solidarnosc. Sur le moment, il n'y eut aucune participation des ouvriers à la contestation (quelques "milices prolétariennes" vinrent même casser de l'intellectuel); mais deux ans plus tard, en 1970, des émeutes ouvrières aux chantiers navals de Gdansk eurent raison de Gomulka – en attendant celles de 1976 et surtout celles de 1980, qui marquèrent la naissance de Solidarnosc. Ce fut alors qu'on entendit parler, pour la première fois, d'un électricien du nom de Lech Walesa.

En Tchécoslovaquie, les choses allèrent infiniment plus loin – et dépassèrent très largement le monde étudiant; cependant, il n'y eut pas non plus de mouvement social, de grèves ouvrières comme en France ou un peu plus tard en Pologne. La révolte vint de l'intérieur des institutions communistes, et se fit au nom d'un "socialisme à visage humain" et non d'un retour à la société "d'avant" (pourtant nettement plus présentable qu'en Hongrie!); en cela, le "printemps de Prague" représente un cas de figure unique dans toute l'Histoire des crises qui déchirèrent le bloc de l'est (elle ne peut même pas être comparée à la *perestroïka* soviétique des années 1985-1989, qui fut impulsée d'en haut).

La Tchécoslovaquie était un pays qui entre les deux guerres avait connu un niveau de prospérité tout à fait honorable (tout au moins la partie tchèque), ainsi qu'une vie politique démocratique (jusqu'au début 1939) et une vie culturelle brillante. Elle supportait d'autant moins de n'être plus qu'un satellite des barbares de l'est, et qui plus est sous la houlette d'un personnage aussi dogmatique qu'insignifiant et incapable, Antonin Novotny, dont on disait qu'il était "la preuve vivante que sous le communisme n'importe qui peut accéder aux plus hautes responsabilités". Pourtant le P.C.T. n'était pas un corps étranger à la société tchécoslovaque, comme pouvaient l'être les P.C. roumain ou polonais, arrivés dans les valises des Soviétiques. Il était l'héritier radicalisé d'une longue tradition locale de gauche; il avait rassemblé 38% des voix aux premières élections (totalement libres) de l'après-guerre – pas assez quand même pour pouvoir s'emparer du pouvoir sans violence, mais suffisamment pour être une authentique force sociale que la glaciation stalinienne n'était pas parvenue à couper complètement de la société. Par ailleurs, du fait d'une Histoire plus autonome et de liens plus étroits avec la société, il était plutôt moins monolithique que les partis

Fort sanglantes en revanche! Il y eut plus de 300 morts.

"frères", et l'on y avait gardé le souvenir de la critique et de la revendication – ce qui n'avait pas empêché le régime d'être l'un des plus durs du bloc de l'est dans les années 1950, notamment contre le clergé catholique. Dernier trait caractéristique, le pays n'était plus occupé par l'Armée Rouge; elle s'était retirée en signe de bonne volonté (ainsi que de Bulgarie et de Roumanie) à la fin des années 1950.

En 1967, une équipe d'économistes du P.C.T., dirigée par Ota Sik, commença à réléchir sur les blocages de l'économie poststalinienne, selon une démarche qu'on retrouva en U.R.S.S. à la fin de l'ère Brejnev dans l'entourage de Youri Andropov. Bien entendu, il n'y eut pas de débat public. En juin, le malaise se fit public lorsque le congrès de l'Union des Écrivains remit en cause publiquement les limites que le régime imposait à la création (il n'y avait rien eu de comparable au "dégel culturel" soviétique, dont les Tchèques rêvaient sans comprendre qu'il était sur le point de s'achever), et l'alignement du pays sur Moscou. L'ébullition gagna peu à peu le Parti tout entier, ce qui aboutit au remplacement de Novotny, en décembre 1957, par le secrétaire général du P.C. slovaque, Alexandre Dubcek, un libéral. Dubcek, qui avait en tête le souvenir de la tragédie hongroise, chercha avant tout à canaliser le mouvement, rencontra Brejnev à deux reprises, etc. Mais le P.C.T. se radicalisait de plus en plus, tandis qu'une véritable explosion culturelle se produisait, une explosion de la parole aussi – qui ne déboucha cependant sur aucun trouble social: les ouvriers, en particulier, ne participèrent guère au mouvement, qui se fit presque entièrement à l'intérieur des structures du régime. En avril, le P.C.T. adopta un programme qui prévoyait entre autres le pluralisme politique, la liberté de presse et d'expression et le droit de voyager à l'étranger. C'est tout ce mouvement qui est resté sous le nom de **"Printemps de Prague"**; à l'évidence, l'exigence de liberté et de vérité qu'exprimaient les Tchécoslovaques n'était pas sans rapport avec le volet le moins dogmatique de la contestation des jeunesses occidentales.

Mais l'U.R.S.S. ne pouvait pas admettre cette évolution. **La Tchécoslovaquie ne pouvait pas devenir une autre Finlande**: elle était géographiquement au centre du "glacis" européen. Surtout, contrairement à la Finlande, la Tchécoslovaquie avait connu le communisme, elle avait vécu une étape supplémentaire de l'Histoire. Accepter le pluralisme, c'était accepter l'idée qu'un jour les communistes pourraient perdre des élections, dont que l'Histoire était réversible, que la voie ouverte par Lénine n'était pas forcément la seule vers le futur. **La Révolution ne pouvait pas reculer** – surtout au profit d'une autre variété de socialisme, que ses promoteurs baptisaient "socialisme à visage humain" par opposition au "socialisme de caserne" soviétique...

En juillet 1968, Léonid Brejnev énonça la première fois la **doctrine dite "de la souveraineté limitée"**, selon laquelle aucun pays socialiste ne peut rester indifférent au sort d'un autre pays socialiste: l'indépendance des pays du bloc de l'est s'arrêtait là où commençaient les intérêts supérieurs de la Révolution. C'était en quelque sorte, avec d'autres mots adaptés à d'autres temps, en revenir à l'idée que la Révolution était affaire de classe et de nation – le problème, c'était qu'en Europe centrale le socialisme était assimilé à l'impérialisme russe, et que nulle part les classes ouvrières ne donnaient de signes de vouloir se fondre en un grand prolétariat mondial. La tension monta peu à peu (depuis mai, les armées "sœurs" menaient des "manœuvres conjointes" fort inquiétantes sur le territoire tchécoslovaque; début août, à l'occasion d'un match de football

En réalité, ce fut la secousse du Printemps de Prague qui sonna le glas de toute forme d'ouverture culturelle en U.R.S.S.; mais le vent avait déjà commencé à tourner auparavant.

Comme l'U.R.S.S., la Tchécoslovaquie était une fédération de Républiques – deux au total, avec chacune leur propre P.C., outre le P.C. national. Le P.C. slovaque, loin de la capitale, était allé plus loin dans la voie de la contestation de son homologue tchèque.

gagné par les Tchécoslovaques contre les Soviétiques, il y eut pour la première fois quelques débordements); finalement, le **21 août** au matin, les troupes du Pacte de Varsovie (et non celles seules de l'U.R.S.S., symboliquement) envahirent le pays – seule la Roumanie de Ceaucescu refusa de s'associer à l'opération .

L'affaire se fit sans trop de violence: **la population ne résista que pacifiquement**, tendant des fleurs aux soldats ou mélangeant les poteaux indicateurs pour perturber les conducteurs de chars . Dubcek fut arrêté; mais le P.C.T. fit bloc derrière lui, et il n'y eut pas de Kádár tchécoslovaque. Il fut libéré le 26 août et demeura au pouvoir; mais le P.C.T. dut abandonner sa plate-forme réformatrice. Le 18 octobre, le gouvernement dut accepter un "accord de stationnement temporaire" des troupes du Pacte de Varsovie – elles restèrent jusqu'au début des années 1990. La doctrine de la souveraineté limitée fut officialisée à un plénum des P.C. du bloc de l'est qui se tint à Moscou en juin 1969.

Ce ne fut que peu à peu, de la fin 1968 à 1972 environ, que se fit la **"normalisation"**: l'un après l'autre, discrètement et sans violence ouverte, les libéraux furent écartés du pouvoir, ou bien ils retournèrent leurs vestes... Dubcek lui-même fut écarté du pouvoir en avril 1969; on le reléqua à un poste de jardinier public à Bratislava, en résidence semi-surveillée; mais il ne perdit jamais la qualité de membre du P.C.T. Vingt sinistres années de glaciation suivirent, où l'on vit des écrivains reconnus conduire des tramways et l'une des nomenklaturas les plus grisâtres accaparer un pouvoir désormais totalement aux ordres de Moscou. Le communisme tchèque y perdit la totalité de la légitimité qu'il possédait avant 1968.

Pour être tout à fait complet, rappelons que ce fut une minuscule manifestation contre la répression à Prague, à **Moscou** en août 1968, qui donna le signal de la "dissidence" soviétique – voyez le cours sur l'U.R.S.S.

L'Albanie, membre plutôt fantomatique depuis 1960, saisit le prétexte pour quitter officiellement le Pacte.

La Tchécoslovaquie était formée de deux nations de paysans qui se sont rarement battues, même en 1918 (si l'on met à part l'épisode hussite au XVe siècle, qui obéit à des logiques très différentes, largement non nationales). En particulier, tout ce qui était lié de près ou de loin au pouvoir était allemand (ou le devenait, par germanisation). La Hongrie au contraire, qui avaient conquis la plaine du Danube à la pointe de l'épée au Xe siècle, avaient toujours conservé une noblesse indigène, et le souvenir d'un royaume médiéval des plus guerriers, qui avait vaillamment combattu contre les Turcs.

Ces facteurs n'expliquent pas tout. Disons aussi que les années 1960 n'étaient pas les années 1950 – notamment en Europe centrale, où l'on avait abandonné avec soulagement les méthodes staliniennes de gestion des sociétés, importées d'un presque-Orient aux traditions politiques très différentes.

Il ne pouvait guère s'exprimer, mais parvint quand même à faire parvenir des Mémoires en Occident. Il est mort des suites d'un accident de voiture quelques mois après la fin du communisme, en 1990 – symbole quelque peu encombrant désormais, car il n'avait jamais cessé d'être un communiste convaincu...